

Genre /
Parité Homme – Femme
dans les fonctions électives

**Encore un long fleuve dont
la traversée n'est pas
toujours tranquille**

Destruction des monuments
de Tombouctou

**Le djihadiste plaide
coupable**

Exclusif



Pieter de Baan,
Directeur exécutif du Fonds
au profit des victimes (CPI) :

**"Nous sommes prêts
à partager notre expertise
avec la Côte d'Ivoire"**

**"Nous sommes prêts à partager notre expertise
avec la Côte d'Ivoire"**



Dame CPI en Africk

CRIME DE LÈSE-MAJESTÉ CONTRE L'HUMANITÉ



Coalition Ivoirienne pour la Cour Pénale Internationale (CI-CPI)

Siège Social : Adjamé 220 Lgts - face Frat/Mat, bâtiment C. Porte 21

06 BP : 1301 CIDEX 01 Abidjan 06 - Tel : (225) 20 37 11 10 / Fax : (225) 20 37 11 00

Cell : (225) 59 97 84 63 / email : coalivoicpi@yahoo.fr

Sommaire
La Haye
Magazine d'informations de la CPI
Coalition Ivoirienne pour la Cour Pénale Internationale - CI-CPI

n°00

8

P3 - Les News de la CPI

RDC

La mise en garde de Bensouda

P4 - Editorial

La ligne rouge à ne pas franchir

The red line not to cross

Campagne

P5 - Genre / Parité Homme – Femme dans les fonctions électives et nominatives

Encore un long fleuve dont la traversée n'est pas toujours tranquille

P6 - Justice globale

"La Côte d'Ivoire doit relever le défi de l'impunité", Clément Capo-Chichi.

P7 - Global Justice

"Ivory Coast must take up the fight against impunity", Clément Capo-Chichi.

Dossier

P8 - Justice réparatrice

La réparation n'est ni aide ni charité, mais un droit

P9 - Restorative Justice

Reparation is neither aid nor charity, but a right

P18 - Hissène Habré

Perpétuité et indemnisation des victimes

Interview

P10 - Pieter de Baan, Directeur exécutif du Fonds au profit des victimes (CPI) :

"Nous sommes prêts à partager notre expertise avec la Côte d'Ivoire"

P14 - Pieter de Baan, executive Director of the Trust Fund for victims (CIC) :

"We are ready to share our expertise with Côte d'Ivoire"

Enquête

P9 - Viols / Des enfants victimes des "assauts libidinaux incontrôlés et sauvages"

L'Onu tire la sonnette d'alarme en Côte d'Ivoire

Libre Tribune

P20 - Prévention des conflits

Les dirigeants ont la responsabilité de protéger leurs peuples

Justice Pénale

P22 - Mali / Destruction des mausolées de Tombouctou Le djihadiste regrette et demande pardon

Les News de la CPI

RDC

La mise en garde de Bensouda

Les 19 et 20 septembre 2016, Kinshasa a encore été le théâtre de violentes manifestations ayant engendré de graves violations de droits de l'homme. Et selon les autorités policières, près de 17 personnes ont été tuées, au moins trois sièges de partis politiques de l'opposition incendiés. La Cour Pénale Internationale, à travers sa Procureure, Fatou Bensouda, met en garde les personnes qui ont posé des actes de violence relevant de la compétence de la CPI. Elle indique qu'elle "surveille avec une extrême vigilance la situation sur le terrain."

"J'appelle toutes les parties potentiellement impliquées et tous les acteurs congolais au calme et à la retenue, et à s'abstenir de tout acte de violence contre les personnes et les biens."

J'appelle également tous les acteurs, peu importe leur qualité officielle ou affiliation politique de tous bords, à exhorter leurs partisans, sympathisants et agents à s'abstenir de tout acte de violence criminelle contre les individus, ceci d'une façon claire et sans équivoque, et à prendre les mesures nécessaires afin de prévenir la commission de tels actes.

Mon Bureau enquête en République Démocratique du Congo depuis 2004 et notre travail continue. Je n'hésiterai pas à agir si des actes constitutifs de crimes relevant de la compétence de la Cour sont commis et à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour poursuivre en justice les personnes responsables en conformité avec le principe de complémentarité", prévient Bensouda.

Rappelons que le Bureau du Procureur de la CPI mène des examens préliminaires, des enquêtes et des poursuites à propos du crime de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre en toute indépendance et en toute impartialité. Le Bureau a mené des enquêtes en Ouganda, en République Démocratique du Congo, au Darfour (Soudan), en République centrafricaine (deux enquêtes distinctes), au Kenya, en Libye, en Côte d'Ivoire, au Mali et en Géorgie. Il conduit également des examens préliminaires à propos des situations en Afghanistan, en Colombie, en Guinée, en Iraq/Royaume-Uni, en Palestine, au Nigéria, en Ukraine et au Burundi.



Coalition Ivoirienne pour La Cour Pénale Internationale

Siège social : Adjamé 80 Lgts face Frat/Mat, bâtiment C. Porte 21

06 BP : 1305 CIDEX 01 Abidjan 06 Tel.: (225) 20 37 11 10

Cel.: (225) 59 97 84 63 / Fax: (225) 20 37 11 00

e-mail : coalivoicpi@yahoo.fr

Dépôt légal en cours

Directeur de publication : Ali Ouattara
ouattaraali@yahoo.fr

Rédacteur en chef : Alexis Noumé

Cel. : [+225] 07 62 39 94

alexis_noumefr@yahoo.fr

Graphisme : Julien Sanou

La ligne rouge à ne pas franchir

Par Ali Ouattara



avec la CPI en exécutant les mandats d'arrêt qu'elle émet à l'encontre des "bourreaux", fussent-ils chefs d'État en fonction, ministres, députés, hauts gradés ou encore responsables d'institution conformément au Statut de Rome auquel se sont engagés près de 34 États africains.

Si donc les États africains [du moins, les 34 États qui ont déjà ratifié de Statut de Rome] devaient se retirer en bloc de la CPI, vœu malheureusement cher à l'Union africaine, cette attitude serait de nature à entacher leur "risque de réputation", passant pour être des États où la notion des droits de l'homme peine à être respectée. Le retrait massif des États africains de la CPI est donc la ligne rouge à ne pas franchir. Au contraire, les États qui n'ont pas encore ratifié le Statut de Rome pourtant création de la CPI sont invités à le faire afin d'intégrer ainsi le cercle des États vertueux en matière de respect des droits de l'homme.

Les États ont la lourde responsabilité de protéger leurs populations des atrocités de masse. Ils ont également le devoir de donner les moyens à la justice pour poursuivre et juger les auteurs des crimes graves. "L'Afrique doit se donner les moyens d'une meilleure gouvernance. Une gouvernance irréprochable. Elle doit se donner les moyens de ne pas cohabiter avec l'impunité... Et pour ce qui concerne la Côte d'Ivoire, elle ne s'associera pas à une action allant dans le sens d'un retrait collectif de la CPI", indique Abdallah Albert Toikeusse Mabri, Ministre ivoirien des Affaires Étrangères au 27^{ème} sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine à Kigali au Rwanda. Une déclaration d'engagement forte et courageuse à laquelle nos dirigeants devraient y souscrire. Tous. L'Union africaine avec.

L'Afrique est depuis quelques années le théâtre des conflits extrêmement violents et meurtriers dont les victimes, pour la plupart, les populations civiles sans assistance sont abandonnées à leur triste sort. L'absence de volonté politique de nos dirigeants à juger les auteurs des crimes internationaux favorise l'impunité et renforce le ressentiment des victimes à se venger, perpétrant ainsi le cycle de la violence et des violations massives des droits de l'homme. "L'impunité d'aujourd'hui est le crime de demain."

Ainsi dit, les victimes ne demandent simplement que justice et réparation. Et c'est justement ce à quoi la justice internationale, particulièrement la CPI, s'investit afin de donner espoir aux victimes.

C'est donc pourquoi il est impérieux et judicieux de coopérer

The red line not to cross

By Ali Ouattara

Africa has in recent years been the scene of extremely violent and deadly conflicts whose victims, mostly civilians without assistance, are abandoned to their fate. The lack of political will of our leaders to try perpetrators of international crimes encourages impunity and strengthen the resentment of victims to revenge and perpetrating the cycle of violence and massive violations of human rights. "Today's impunity is the crime of tomorrow."

All that these victims demand is justice and reparation. And that is precisely what international justice, particularly the ICC is striving to do to give hope to victims.

This is why it is urgent and appropriate to cooperate with the ICC in executing the arrest warrants it issues against the suspects, whether they are heads of state in office, ministers, deputies, senior officers or heads of institutions in accordance with the Rome Statute that 34 African States pledged to respect.

So if African States [at least, the 34 States that have already ratified the Rome Statute] were to massively withdraw from the

ICC as the African Union unfortunately wishes, they would likely risk damaging their "reputation", giving the impression that they barely respect the notion of human rights. The massive withdrawal of African States Parties to the ICC is therefore the red line not to cross. States that have not yet ratified the Rome Statute establishing the ICC are invited to do so in order to join those States committed to the respect for human rights.

States have the significant responsibility to protect their populations from mass atrocities. They also have a duty to provide the means needed for the justice system to prosecute and try the perpetrators of serious crimes. "Africa must provide the means to better governance. Impeccable governance. It must provide the means to fight impunity... And as regards to Côte d'Ivoire, it will not join any action along the lines of a collective withdrawal from the ICC", said Ivorian Foreign Minister Abdallah Albert Toikeusse Mabri at the 27th Heads of State and Government Summit of the African Union in Kigali, Rwanda. A strong and brave statement of commitment which our leaders should endorse. All of them. Including the African Union.

Genre / Parité Homme – Femme dans les fonctions électives et nominatives

Encore un long fleuve dont la traversée n'est pas toujours tranquille

La sous-représentativité des femmes dans les fonctions électives et nominatives est aujourd'hui préoccupante que les femmes, elles-mêmes, sont décidées à sortir la grande artillerie lors des prochaines joutes électorales.



De g. à d. : M. Abdel Latif Ganiyou, Vice-Président du MIDH, Responsable chargé du Droit à l'Éducation, Dr Marie-Paule Kodjo, Coordonnatrice de la COFEMCI-RPC, également, Vice-Président de la POECI, Alexis Noumé, Press Media CI-CPI, Mme Akébli Angèle, Présidente nationale des Femmes du Renouveau pour la Paix et la Concorde (Parti politique dirigé par Henriette Lagou), Mme Soro Fara Epse Coulibaly, Présidente nationale des Femmes de l'UDPCI (parti politique dirigé par Albert Mabri Touakeusse)

L'époque où les femmes n'étaient dévolues rien qu'aux tâches ménagères, est révolue même si les habitudes ont la peau dure. Le combat pour l'égalité des sexes bat son plein. De plus en plus, la notion de parité s'encre dans les consciences humaines, surtout en Afrique où les pesanteurs sociales ont du mal à être effacées. Au plan professionnel, par exemple, la discrimination dans la rémunération des tâches effectuées sur la base des valeurs égales, est encore perceptible même dans les sociétés dites développées. "À valeur égale, salaire égal" est encore loin d'être une réalité entre les deux sexes.

L'équité et l'égalité entre hommes et femmes dans les fonctions électives et nominatives ne sont véritablement pas une réalité. Suite à ce constat, l'Organisation féminine OFACI (Organisation des Femmes Actives de Côte d'Ivoire) a rassemblé sur un même plateau de télévision des personnalités aguerries de la société politique, mais aussi, de la société civile pour débattre des stratégies d'action à mener en vue de mettre la femme au cœur des enjeux électoraux à venir.

Dans leurs diagnostics, les invités autour de la table – voir légende de la photo – estiment que pour que la Côte d'Ivoire soit respectueuse de tous ses en-

gagements en matière de respect du genre dans les instances de prise de décision, d'une part, et la représentativité des femmes dans les fonctions électives, d'autre part, il faut qu'il ait encore plus de volonté politique au plus haut sommet de l'État.

Pour les invités de l'OFACI, cette "volonté politique se mesure au résultat." Malheureusement, "quand on regarde les chiffres, il y a un hiatus. Par exemple, seules 25% des femmes sont représentées au sein du gouvernement actuel. Au Conseil économique et sociale, on frôle les 30%. Ce qui est encore loin de la proposition de Beijing de 1995. À l'Assem-

blée nationale, on a 10,31%. Est-ce qu'on peut dire là qu'il y a une volonté politique ? En revanche, dans le contexte du Rwanda, là où il y a eu plus de 80.000 morts, la nouvelle constitution a rétabli les choses. En 2013, par exemple, à l'Assemblée nationale, les femmes représentaient près de 61%. Voyez-vous, on est même allé au-delà de la parité. C'est ce que l'on appelle volonté politique", relève Abdel Latif Ganiyou, Vice-Président du MIDH. Et pourtant, la femme ivoirienne a sa place à prendre dans tous les domaines, malgré les multiples obstacles historiques, politiques, économiques et socioculturels auxquels elles sont au quotidien confrontées. Ce sont là des stéréotypes à surmonter pour enfin prendre conscience du "droit de la femme" comme "priorité politique pour l'Afrique", prônée par les chefs d'États africains lors du 26^{ème} sommet de l'Union africaine. Cette priorité, aux dires du Dr Marie-Paule Kodjo, "c'est l'égal accès des femmes aux mandats électoraux, aux fonctions électives, et non de les cantonner uniquement à des tâches de mobilisation lors des meetings politiques alors qu'elles ont des compétences à faire valoir."

En termes de stratégies, tous les invités préconisent la sensibilisation et la formation des femmes aux réalités politiques. Oser le changement, changer de mentalité et voter pour la femme.

Hengue Patrick Kévin

Justice globale

"La Côte d'Ivoire doit relever le défi de l'impunité", Clément Capo-Chichi

Dans une lettre envoyée au Président Alassane Ouattara, la Coalition Internationale pour la Cour Pénale Internationale (CICP) exhorte la Côte d'Ivoire à montrer son engagement pour la justice et pour l'État de droit en relevant le défi de l'impunité et de la complémentarité.



"La Côte d'Ivoire se doit de relever le défi de l'impunité des crimes internationaux par l'adoption d'une loi de mise en œuvre du Statut de Rome portant création de la CPI."

Dans le cadre de sa campagne internationale pour la "Justice globale", la Coalition mondiale pour la Cour Pénale Internationale cible chaque mois un pays membre des États-parties pour l'inviter à adopter une loi de mise œuvre du Statut de Rome instituant la CPI, d'une part, mais également, pour proposer aux autorités de ce pays son expertise aussi bien technique qu'intellectuelle pour faire avancer tous les projets initiés dans le sens d'apporter la justice à toutes les victimes, d'autre part.

C'est donc dans ce contexte que, saisissant l'opportunité de la 11^{ème} conférence trimestrielle internationale de la CI-CPI, tenue à Abidjan le 31 août 2016, le Coordonnateur Afrique de la Coalition mondiale pour la Cour Pénale Internationale, Clément Capo-Chichi, représentant à

cette tribune Mme Jelena Pia-Comella, Directrice exécutive adjointe de ladite Coalition basée à New-York, a révélé que la Côte d'Ivoire est, pour le mois de septembre 2016, le pays cible de la Coalition.

À cet effet, a indiqué M. Capo-Chichi, "la Côte d'Ivoire devrait saisir cette opportunité pour relever le défi de la lutte contre l'impunité des crimes internationaux." Car, comme le souligne le président de la Coalition ivoirienne pour la Cour Pénale Internationale, M. Ali Ouattara, "l'impunité d'aujourd'hui est le crime de demain."

La répression des crimes internationaux est de la responsabilité première des États qui doivent initier les enquêtes, poursuivre et juger les auteurs de graves violations des droits humains. Il revient donc à

chaque État, dont la Côte d'Ivoire, de protéger ses citoyens en temps de paix comme en temps de belligérance.

Autrement dit, la CPI ne se substitue pas au système national de la justice pénale. Elle n'intervient que si l'État concerné n'a pas ouvert d'enquêtes ou se trouve réellement dans l'incapacité de le faire, ou encore lorsque cet État n'a pas l'intention d'agir dans ce sens.

Au regard donc de ce qui précède, la Côte d'Ivoire se doit de relever le défi de l'impunité et de la complémentarité. D'où le plaidoyer de la Coalition pour que les autorités au plus haut sommet de l'État adoptent la loi de mise en œuvre du Statut de Rome afin de faire prévaloir la primauté des juridictions nationales à l'effet de se saisir de tous les crimes internationaux relevant de la compétence de la Cour Pénale Internationale.

Qu'à cela ne tienne, la Coalition mondiale, à travers son représentant Clément Capo-Chichi, voudrait se réjouir de la ferme volonté politique du président Alassane Ouattara, engagé dans la lutte contre l'impunité des crimes internationaux et qui, le 3 novembre 2015 lors de sa prestation de serment devant le Conseil constitutionnel, réaffirmait son engagement en ces termes : "Mes chers compatriotes, j'ai pu apprécier combien vos besoins sont importants, combien vos attentes sont grandes et légitimes. J'ai vu à quel point vous appréciez pouvoir travailler dans la paix et en toute sécurité. Vous m'avez

confirmé l'importance que vous attachez à une justice équitable pour tous."

En rappelant ainsi la nécessité de préserver la paix au quotidien, le président de la république de Côte d'Ivoire montre qu'il est véritablement décidé à mettre fin à l'impunité en faisant en sorte que tous les mis en cause de la crise postélectorale de 2010, y compris ceux de son propre camp, soient traduits en justice et que les procès aillent jusqu'à leur terme que ce soit à La Haye ou à Abidjan. Mais là réside le véritable défi à relever, c'est-à-dire passer des paroles à l'action. Autrement dit, enquêter réellement, poursuivre, juger et punir tous les auteurs des atrocités de masse sans distinction d'appartenance politique, religieuse ou ethnique. "Nous estimons que le président de la Côte d'Ivoire va effectivement œuvrer pour une justice basée sur la complémentarité, et ce, en donnant droit à la justice et droit à la réparation à toutes les victimes ivoiriennes afin que la paix reviennent dans leur cœur et que cesse le drame qu'elles vivent", plaide Clément Capo-Chichi dans le communiqué marquant le lancement de la "Justice globale" dédiée à la Côte d'Ivoire pour le mois de septembre 2016 par la Coalition mondiale pour la Cour Pénale Internationale.

Hengue Patrick Kévin

Global justice

"Ivory Coast must take up the fight against impunity", Clément Capo-Chichi

In a letter sent this week to President Alassane OUATTARA, the New York-based Coalition for the International Criminal Court (CICC) urges Ivory Coast to show its commitment to justice and the rule of law by taking up the fight against impunity and meeting the challenge of complementarity.



"Ivory Coast must take up the fight against impunity and meet the challenge of complementarity. Hence the advocacy of the Coalition exhorting the government to adopt the implementing legislation of the Rome Statute."

As part of its international campaign for "Global Justice", the Coalition for the International Criminal Court targets every month a state party to the Rome Statute (RS) of the International Criminal Court (ICC) inviting them to ratify or adopt a law implementing the RS, the ICC's founding treaty on one hand, and offering the authorities of that country technical and substantive expertise to advance all projects initiated to bring justice to all victims, on the other hand.

It is in this context that, seizing the opportunity of the 11th quarterly international conference held in Abidjan on August 31, 2016, CICC Africa Coordinator, Clément Capo-Chichi, representing at this podium Mrs. Jelena Pia-Comella, CICC Deputy Executive Director, announced that Côte d'Ivoire is

the target country of the Coalition's campaign for September 2016.

For this purpose, said Mr. Capo-Chichi, "Côte d'Ivoire should take this opportunity to take up the fight against impunity for international crimes." Because, as pointed out by Mr. Ali Ouattara, President of the Ivorian Coalition for the International Criminal Court, "today's impunity is the crime of tomorrow." Punishing international crimes is the primary responsibility of States. They should initiate investigations, prosecute and try perpetrators of serious human rights violations. It is up to each state, including Côte d'Ivoire, to protect its citizens in times of peace and in times of belligerence.

In other words, the ICC does not replace national criminal justice systems. It only inter-

venes if the State concerned has not opened investigations or is unable to do so, or where the State does not intend to act in this regard.

Côte d'Ivoire must therefore take up the fight against impunity and meet the challenge of complementarity. Hence the advocacy of the Coalition exhorting the government to adopt the implementing legislation of the Rome Statute in order to uphold the primacy of national courts and prosecute all international crimes within the jurisdiction of the International Criminal Court.

The Coalition, through its representative Clément Capo-Chichi, would welcome the strong political will of President Alassane Ouattara who is committed to the fight against impunity for international crimes and on November 3, 2015 during

his swearing in before the Constitutional Council reaffirmed his commitment in these terms: "Dear compatriots, I could appreciate how important your needs are, how high and legitimate your expectations are. I saw how much you like to be able to work in peace and safely. You have showed me the importance you attach to equal justice for all".

By recalling the need to preserve peace in everyday life, the President of the Republic of Côte d'Ivoire demonstrates that he is determined to ensure that those responsible for the post-election crisis of 2010 - including from his own camp - are brought to justice and that trials go until term, either in the Hague or in Abidjan. But here lies the real challenge: putting words into action. In other words, effectively investigate, prosecute, try and punish all perpetrators of mass atrocities without political, religious or ethnic distinction. "We believe that the President of Côte d'Ivoire will actually work for a justice based on complementarity by providing the right to justice and reparation to all the Ivorian victims so that they find again peace and put an end to the tragedy they live", argues Clément Capo-Chichi in a statement marking the launch of the CICC Global Justice campaign targeting to Côte d'Ivoire for September 2016.

Hengue Patrick Kévin

Justice réparatrice

La réparation n'est ni aide ni charité, mais un droit

Le Fonds au profit des victimes auprès de la Cour Pénale Internationale ou encore appelé "Trust Fund" prépare une mission d'évaluation dans un court terme en Côte d'Ivoire pour écouter les victimes de la crise ivoirienne afin de prendre en compte leurs besoins. C'est, en effet, ce qui ressort de la 11^{ème} conférence trimestrielle organisée par la Coalition ivoirienne pour la Cour Pénale Internationale le 31 août 2016 à Abidjan.

Les conflits armés post-guerres froides, et même les deux grandes guerres mondiales, extrêmement violents et meurtriers, ont fait tellement de victimes que la communauté internationale, pour prendre en compte les préjudices subis par les populations civiles, a, dans les mêmes conditions que la Cour Pénale Internationale, créé un Fonds au profit des victimes, basé à La Haye.

Le Directeur Exécutif de ce Trust Fund, Pieter de Baan, a pris part à Abidjan, le 31 août 2016, à la 11^{ème} conférence internationale qu'organise tous les trimestres la Coalition ivoirienne pour la Cour Pénale Internationale (CI-CPI). À ses côtés était la malienne Mama Koité Doumbia, Représentante pour l'Afrique au Conseil d'Administration de ce "Trust Funds". De même que Clément Capo-Chichi, Coordonateur Afrique de la Coalition mondiale pour la Cour Pénale Internationale, et Ali Ouattara, président de la Coalition ivoirienne pour la Cour Pénale Internationale.

M. Pieter a indiqué que sa présence en Côte d'Ivoire traduit le fort engagement du "Trust Fund" aux côtés de toutes les victimes de la crise ivoirienne née de la rébellion de septembre 2002. "Nous sommes là pour nouer des contacts directs avec les représentants de la société ci-



Le Fonds au profit des victimes de la CPI prépare une mission en Côte d'Ivoire pour évaluer les besoins des victimes ivoiriennes, mais aussi, prendre attache avec le Fonds ivoirien déjà mis en place.

vile, mais aussi avec les représentants des associations des victimes et les victimes elles-mêmes pour écouter leurs besoins. Nous sommes également là pour prendre attache avec les représentants du gouvernement pour voir comment prévoir une intervention du Fonds dans la situation de la Côte d'Ivoire. Quand et comment ? Voir aussi nos relations avec le mécanisme ivoirien qui a déjà été mis en place en vue de la restauration de la dignité des victimes", a indiqué Pieter de Baan. Il souligne d'ailleurs qu'à court terme une autre mission du Fonds se rendra en Côte d'Ivoire, cette fois-là, pour véritablement évaluer les besoins des victimes ivoi-

riennes. À l'en croire, un programme allant dans ce sens va être soumis au Conseil d'administration du Fonds en avril 2017. Ce qui devrait, par la suite, leur permettre d'organiser une plate-forme pour la mobilisation des fonds auprès des bailleurs financiers au profit (à la fois) des victimes ivoiriennes, maliennes, centrafricaines et kenyanes dont les pays ont connu de profondes soubresauts ayant entraîné de graves violations des droits de l'homme.

Ce sera justice rendue aux victimes car, comme l'indique Bamba Brahima, Responsable des Programmes à ICTJ, "les victimes ont droit à des réparations qui ne sont ni aide, ni charité, encore moins une so-

lidarité ou une compassion... C'est un droit, une obligation qui découle de la violation d'un droit." Et aucune justice nationale ou internationale, soit-elle, ne saurait exister si le sort des victimes n'est pas pris en compte. Autrement dit, la justice pénale serait incomplète si la justice réparatrice n'est pas mise en place, c'est-à-dire une justice répondant aux préjudices subis par les victimes.

Rappelons que la 11^{ème} conférence trimestrielle s'articulait autour du thème central : "Fonds au profit des victimes et droits à la réparation : Enjeux et défis."

Alexis Noumé

Restorative Justice

Reparation is neither aid nor charity, but a right

The Trust Fund for Victims at the International Criminal Court or the "Trust Fund" is preparing soon an assessment mission in Côte d'Ivoire in order to listen to the victims of the Ivorian crisis and consider their needs. This is indeed what emerges from the 11th quarterly conference organized by the Ivorian Coalition for the International Criminal Court (CI-CPI) on August 31, 2016 in Abidjan.



"Victims are entitled to reparations that are neither aid nor charity, much less solidarity or compassion ... but a right, an obligation that arises from the violation of a right."

The extremely violent and deadly post-Cold War armed conflicts, and even the two World Wars, made so many victims that the international community, to respond to the damage suffered by civilians, in addition to creating the ICC, established a Trust Fund for victims, based in the Hague.

The Executive Director of the Trust Fund, Pieter Baan, took part in Abidjan on August 31, 2016, to the 11th international conference organized quarterly by the Ivorian Coalition for the ICC. At his side was

Koité Mama Doumbia, Malian Representative for Africa at the executive board of the "Trust Fund". Likewise Clément Capo-Chichi, Africa Coordinator of the Coalition for the International Criminal Court, and Ali Ouattara, President of the Ivorian Coalition for the International Criminal Court,

Mr. de Baan said his presence in Côte d'Ivoire reflects the strong commitment of the "Trust Fund" to all the victims of the Ivorian crisis caused by the September 2002 rebellion. "We are here to establish di-

rect contacts with civil society representatives, but also with representatives of victims associations and victims themselves to listen to their needs. We are also here to consult with government representatives to see how the Fund can provide assistance in the situation in Côte d'Ivoire. When and how? We are also comparing our work with the Ivorian mechanism that has been set up to restore the dignity of victims", said Pieter de Baan. He also indicates that the Fund will lead another mission soon in Côte d'Ivoire, this time, to

truly assess the needs of Ivorian victims. According to him, a program to this effect will be submitted to the Fund's executive board in April 2017. This should subsequently enable them to organize a platform to raise funds from donors to the profit of victims from Côte d'Ivoire, Mali, Central African Republic and Kenya, where profound upheavals led to serious human rights violations.

It will be justice for the victims because, as indicated by Bamba Brahima, Programme Manager at ICTJ, "victims are entitled to reparations that are neither aid nor charity, much less solidarity or compassion ... but a right, an obligation that arises from the violation of a right." And no national or international justice can exist if the fate of the victims is not addressed. In other words, criminal justice would be incomplete if restorative justice is not established, that is to say a justice addressing the harm suffered by victims.

Let us remind that the 11th quarterly conference revolved around the central theme: "Fund for Victims and Rights to Reparation: Issues and Challenges."

Alexis Noumé

Pieter de Baan, Directeur exécutif du Fonds au profit des victimes (CPI) :

"Nous sommes prêts à partager notre expertise avec la Côte d'Ivoire"

L'idée d'introduire une justice réparatrice a été retenue pour la première fois par le Statut de Rome avec la création du Fonds au profit des victimes encore appelé "Trust Fund". Son Directeur Exécutif, Pieter de Baan, pense dans cette interview que la co-relation que la Côte d'Ivoire a développée avec la CPI, doit aussi l'être avec son institution dont le 1^{er} Conseil de direction a été élu en 2004 par les États-parties au Statut de Rome portant création de la Cour Pénale Internationale.

En quoi consiste votre travail ?

Il faut tout d'abord dire que le Fonds au profit des victimes a été créé par le Statut de Rome qui a également instauré la Cour pénale internationale. Le Fonds exerce ses activités parallèlement à celles de la CPI. Il est un organe subsidiaire de l'Assemblée des États-parties, laquelle élit les membres du Conseil de direction.

La création de ce Fonds a été essentiellement motivée par l'objectif du Statut de Rome, à savoir assurer que la justice pénale internationale permet non seulement de combattre l'impunité des crimes internationaux les plus graves, mais également, de prendre en charge les préjudices subis par les nombreuses victimes de ces crimes qui ont le plus souvent des conséquences désastreuses sur de nombreuses personnes et leur communauté.

Il incombe donc au Fonds de prendre en charge les préjudices résultant des crimes qui relèvent de la compétence

de la CPI et de veiller au respect des droits des victimes et de leur famille en leur offrant réparation et assistance.

Plus concrètement, comment cela s'opère ?

S'agissant des "réparations", une condamnation doit être prononcée et la personne condamnée est financièrement responsable des réparations accordées aux victimes des crimes dont elle a été reconnue coupable. Les réparations peuvent être accordées à titre individuel ou collectif, et peuvent prendre la forme d'une réhabilitation, d'une restitution, d'une indemnisation ou de mesures symboliques. La Cour peut inviter le Fonds à élaborer et exécuter un plan de mise en œuvre des réparations conformément à l'ordonnance de réparation rendue contre la personne condamnée.

En ce qui concerne "l'assistance", le Fonds ne dépend pas d'une condamnation et peut assister les victimes dans un pays de situation sans savoir qui est l'auteur des crimes. Cela permet au Fonds



Bien que distinct de la Cour, le Fonds au profit des victimes a été créé en 2004 par l'Assemblée des États parties, conformément à l'article 79 du Statut de Rome.

d'intervenir parallèlement aux procédures judiciaires et avant toute condamnation, et de fournir des services de réhabilitation physique et psychologique ainsi que d'autres mesures de soutien social (comme le développement des moyens de subsistance, des formations professionnelles et des services de médiation en cas de conflit.) Tous les nouveaux programmes d'assistance du Fonds sont élaborés à l'issue d'une évaluation approfondie, qui consiste à déterminer les types de préjudice, la vulnérabilité de groupes spécifiques de victimes et l'existence de programmes d'assistance déjà en cours au profit des victimes.

Comment vos activités sont-elles financées ?

Les activités du Fonds ne sont pas financées au moyen du budget de la Cour mais grâce à des contributions volontaires et des dons privés. Ainsi, la capacité d'intervenir du Fonds est en grande partie définie par l'intérêt et la détermination des donateurs internationaux à soutenir le Fonds.

Dans le cadre de ses activités, le Fonds dépend en grande partie de l'expertise et de l'aide de prestataires de services locaux, qui sont engagés à l'issue d'une procédure internationale d'appel d'offres, conformément aux règles de passation des marchés en vigueur à la Cour.

Une partie de l'opinion en Côte d'Ivoire pense à tort ou à raison que les victimes sont soit "pro-Gbagbo" soit "pro-Ouattara", et que celles dont les intérêts sont aujourd'hui défendus devant la Cour sont uniquement pro-Ouattara. Une telle perception est-elle de nature à entacher votre travail sur le terrain ?

Comme expliqué plus haut, dans le cadre du "mandat d'assistance", les interventions du Fonds qui s'effectuent de manière indépendante et en faveur des victimes, ne sont pas dictées par la logique

neutralité du Fonds.

Quels sont les critères d'éligibilité des victimes pour les activités du Fonds ?

Le Fonds peut intervenir auprès des victimes de crimes

du préjudice subi par les victimes est également différente selon qu'il s'agit du mandat d'assistance ou du mandat de réparation. Dans le cadre des réparations, l'évaluation du préjudice est fonction de l'or-



Au premier plan des invités lors de la conférence trimestrielle à Abidjan le 31 août 2016 : Dr Chérif Adama, Conseiller Technique, représentant Mme la Ministre des Droits de l'homme et des Libertés publiques ; M. Hokou Légré René, Secrétaire Exécutif de la CNDHCI & Modérateur de la conférence ; Mme Isimat Patricia, Représentant le Médiateur de la République.

des procédures judiciaires qui se déroulent devant la CPI et sont plus généralement liées au profil général des victimes dans le pays de situation.

Ainsi, en tant qu'institution non judiciaire menant ses activités parallèlement à celles de la CPI, le Fonds ne tient pas compte de la question de la culpabilité. Il se concentre avant tout sur l'aide à apporter aux victimes et à leur famille pour qu'elles surmontent les préjudices subis, mènent une vie digne et puissent contribuer à la réconciliation et à la consolidation de la paix au sein de leur communauté.

Dans le cadre des programmes que nous mettons en œuvre dans le nord de l'Ouganda et dans l'Est de la RDC, les victimes, les communautés et les autorités ont toujours apprécié l'indépendance et la

relevant de la compétence de la CPI. Dans le cadre du mandat de réparation, les victimes doivent avoir subi un préjudice du fait des crimes dont une personne a été reconnue coupable et sont sélectionnées sur ce fondement.

Dans le cadre du mandat d'assistance, qui s'exécute indépendamment de toute procédure en cours et de toute condamnation, les victimes ne sont pas sélectionnées individuellement dans la mesure où la plupart des programmes présentent un caractère collectif, et sont identifiées par les partenaires d'exécution du Fonds, sous la direction de ce dernier.

Quels sont les défis auxquels vous faites face pour évaluer les dommages subis ?

La procédure d'évaluation

donnance de réparation rendue par la Cour, laquelle précise le type de préjudice subi par les victimes tout en laissant au Fonds le soin d'évaluer la portée du préjudice découlant des crimes à raison desquels une condamnation a été prononcée. Dans le cadre du mandat d'assistance, ce sont les partenaires d'exécution qui évaluent le préjudice, sous la direction du personnel de terrain du Fonds.

Les organisations de la société civile et de défense des droits humains, dont la Coalition Ivoirienne pour la Cour Pénale Internationale (CI-CPI), ont beaucoup plaidé pour la prise en charge des victimes en situation difficile (balles encore dans le corps, malades du VIH/sida, viols, etc.) Qu'avez-

vous fait jusqu'à ce jour ?

Le Fonds au profit des victimes a pleinement conscience des souffrances endurées par les nombreuses victimes dans le contexte de la situation en Côte d'Ivoire, comme en témoigne son engagement auprès des organisations de la société civile et d'autres parties prenantes. Le Conseil de direction a fait savoir qu'il avait l'intention d'étudier la possibilité de mener des activités d'assistance en Côte d'Ivoire (et dans d'autres pays relevant de situations dont la Cour est saisie et où le Fonds n'est pas encore actif), pour autant que les ressources à disposition, la capacité organisationnelle du Fonds et la situation sécuritaire générale le

permettent.

Le gouvernement ivoirien a créé la CONARIV (Commission nationale pour la réconciliation et l'indemnisation des victimes) en vue d'identifier les victimes pour leur indemnisation. Connaissez-vous cette institution et quels sont vos liens avec elle ?

Le Fonds est au courant de la création de la CONARIV, il n'a pas encore recueilli d'informations détaillées à son sujet ou cherché à entrer directement en contact avec elle. De manière générale, le Fonds est d'avis que le droit interne et le droit international imposent à chaque pays l'obligation de prendre en charge les préjudices subis en

raison d'un conflit violent, y compris des crimes relevant de la compétence de la CPI. Le mandat d'assistance du Fonds ne saurait être considéré comme modifiant ou remplaçant une telle obligation nationale. Cela signifie que le Fonds examinera avec soin, dans le cadre de son processus d'évaluation, toute initiative émanant soit du gouvernement, comme la CONARIV, soit d'autres parties prenantes, afin de faire en sorte que les ressources limitées dont il dispose apportent réellement une valeur ajoutée à ces initiatives existantes. Le Fonds sera toujours prêt à partager ses compétences et son expérience avec de tels organismes, selon qu'il convient.

Les autorités ivoiriennes jugent actuellement Mme Gbagbo en Côte d'Ivoire alors que la CPI réclame toujours son transfèrement. Cette décision est-elle préjudiciable pour les victimes ?

En tant qu'institution non judiciaire, indépendante et neutre, le Fonds n'exprime aucune opinion concernant l'une quelconque des procédures en cours devant la CPI.

Pouvez-vous faire le point sur les actions menées ou à mener après le prononcé du verdict dans le procès contre Jean-Pierre Bemba ?

En République centrafricaine qui est le pays de situation dont relève l'affaire Bemba, le Fonds a mis au

point un programme d'assistance qui a malheureusement dû être abandonné en mars 2013, peu de temps avant son lancement, en raison de la détérioration de la sécurité dans le pays. Toutefois, comme pour la Côte d'Ivoire, le Kenya et d'autres pays de situation, le Fonds reste à l'affût de la possibilité d'entreprendre ou de reprendre des activités, pour autant que ses ressources et ses capacités le permettent.

Pour ce qui est de l'affaire Bemba, il appartiendra à la Cour de rendre une ordonnance de réparation ainsi que de décider s'il convient de demander au Fonds de préparer un projet de plan de mise en œuvre des réparations. Naturellement, le Fonds suit ce processus avec le plus grand intérêt, même s'il n'est pas en mesure de donner une ligne de conduite.

Avec l'abandon des charges dans la situation au Kenya, pourrait-on connaître le sort réservé aux victimes ?

Comme dans les situations en République centrafricaine et en Côte d'Ivoire, le Fonds entend étudier la possibilité de mettre en place un programme d'assistance au Kenya. La première étape consisterait à organiser une mission d'évaluation, dont le calendrier dépendra du temps et des ressources à disposition.

Quel bilan faites-vous du fonctionnement du Fonds jusqu'à ce jour et quelles sont les perspectives ?

Il est ressorti d'une évaluation indépendante des programmes d'assistance du Fonds en Ouganda et en RDC, réalisée en 2013, que le Fonds avait réussi à s'acquitter de son mandat unique consistant à aider les victimes des crimes



"De nombreux États-parties apportent un soutien financier au Fonds en lui versant des contributions volontaires, il faut espérer qu'un tel soutien continue et se développe."

les plus graves, et ce, en traduisant une proposition sur papier en un réel projet de réparation au profit des victimes. En collaboration avec des dizaines de partenaires d'exécution locaux employant plus de 200 professionnels spécialisés, le Fonds a apporté une assistance à plus de 180.000 victimes dans le cadre de projets de soutien médical, psychologique, éducatif et économique.

Compte tenu du type de préjudice constaté dans de nombreux pays de situation, le Fonds a porté une attention particulière aux victimes de violences sexuelles et

sexistes, principalement des femmes et des filles qui, en plus d'avoir subi un préjudice direct, sont également en proie aux préjugés et à la honte au sein de leur famille et leur communauté, et doivent surmonter de nombreux autres obstacles avant de retrouver une situation qui leur permette de vivre dignement et à leur guise.

Le Fonds a pour ambition de continuer sur cette voie dans d'autres pays de situation. La supervision du Conseil de direction assure une défense énergique des droits et besoins des victimes sur la scène internationale.

Les États-parties au Statut de Rome, qui sont les gardiens du Fonds au profit des victimes, sont toujours restés d'ardents défenseurs du Fonds et de son aptitude à prendre en charge les préjudices subis par des citoyens ordinaires du fait de crimes extraordinaires. De nombreux États-parties apportent un soutien financier au Fonds en lui versant des contributions volontaires, et il faut espérer qu'un tel soutien continue et se développe ces prochaines années.

Alexis Noumé
Coll. : Ali Ouattara



"La Côte d'Ivoire, la RCA, le Mali et le Kenya sont les pays de situation où nous entendons développer à court terme de nouveaux programmes. Et nous espérons intéresser les bailleurs de fonds. Les contraintes financières sont un défi permanent que nous devons relever", Pieter de Baan lors de la conférence trimestrielle à Abidjan le 31 août 2016.

Pieter de Baan, Executive director of the Trust Fund for Victims (ICC) :

"We are ready to share our expertise with Côte d'Ivoire"

The idea of introducing restorative justice was provided for the first time by the Rome Statute with the establishment of the Trust Fund for Victims also called "Trust Fund". In this interview its Executive Director, Pieter de Baan, believes that the co-relationship Ivory Coast has developed with the ICC should also exist with his institution of which the first Board of Directors was elected in 2004 by the States Parties to the Rome Statute establishing the International Criminal Court.



"As an independent and neutral, non-judicial institution, the Trust Fund for Victims has no opinion to offer on any on-going judicial proceedings at the ICC."

What does your work consist of ?

The Trust Fund for Victims was created by the same Rome Statute that created the International Criminal Court. The Fund is a subsidiary organ of the States Parties, who elect the Board of Directors, and operates alongside of the ICC. The primary reason for creating the Trust Fund for Victims is the ambition of the Rome Statute to ensure that international criminal justice not only is a fight against impunity for the most serious international crimes, but also addressed the harm suffered by the many victims of those crimes, which typically have a disastrous impact on large numbers of people and their communities.

It is the mission of the Trust Fund for Victims to respond to the harm resulting from the crimes under the jurisdiction of the ICC by ensuring the rights of victims and their families through the provision of reparations and assistance.

Concretely, how does it work ?

For reparations, a conviction is needed and the convicted person is financially liable for reparations to the victims of the convicted crimes. Reparations may be individual and / or collective in nature, and may include rehabilitation,

restitution, compensation and symbolic measures. The Court may invite the Trust Fund to develop and implement a reparations plan based on a reparations order against the convicted person.

For assistance, the Trust Fund for Victims does not depend on a conviction and is able to assist victims in a situation country without asking the question who has been the perpetrator of the crimes. This allows the Trust Fund for Victims to intervene in parallel to judicial proceedings and prior to any conviction, providing physical and psychological rehabilitation services as well as other measures of social support, such as livelihood development, vocational training and conflict mediation services. Any new assistance programme of the Trust Fund for Victims is developed on the basis of a thorough assessment exercise, which consists of a review of the patterns of harm, the vulnerability of specific groups of victims and the existence already on-going assistance programmes for victims.

How the activities of the Trust Fund are financed ?

The activities of the Trust Fund are not financed through the Court's budget, but through voluntary contributions and

private donations. The ability of the Trust Fund for Victims to intervene is therefore very much defined by the interest and willingness of international donors to support the Fund.

In its operations, the Trust Fund for Victims depends very much on the expertise and services of locally based service providers, who are contracted through an international competitive bidding procedure in accordance with the Court's procurement rules.

There is a section of public opinion in Côte d'Ivoire which thinks, rightly or wrongly, that the victims are categorised as "pro-Gbagbo" and "pro-Ouattara", and that, currently, only the interests of the pro-Ouattara victims are being defended before the Court. What is your opinion?

As I explained above, the TFFV's independent interventions in support of victims victims under its assistance mandate are not dictated by the logic of the ICC's judicial proceedings and is more broadly related to the general pattern of victimisation in the situation country.

In this way the Trust Fund for Victims, as a non-judicial institution operating alongside the ICC, takes no interest in the question of culpability for the crimes. Instead, the Fund focuses on the challenge of helping victims and their families to overcome their harm, lead a dignified life and contribute to reconciliation and peace-building within their communities.

In our existing programmes in northern Uganda and eastern DRC, victims, communi-

ties and authorities have always appreciated the independence and neutrality of the Trust Fund for Victims.

What are the eligibility criteria for victims at the Trust Fund for Victims ?

The TFFV may engage with victims of crimes under the jurisdiction of the ICC. Under the reparations mandate, victims need to have suffered harm from the convicted crimes and are screened on that basis. Under the assistance mandate, which does not require a link to on-going proceedings or a conviction, victims may be not screened individually – as most programmes are of a collective nature - and are identified by the TFFV's implementing partners under the guidance of the Trust Fund for Victims.

What challenges are you facing in terms of assessing the harm that has been suffered ?

Also for the assessment of harm suffered by victims there is a different procedure between reparations and assistance. For reparations awards, the assessment of harm is conducted on the basis of the Court's reparation order, which identifies the type of harm suffered by victims and leaves to the Trust Fund for Victims the assessment of the scope of harm, always related to the convicted crimes. Under the assessment mandate, the assessment of harm is conducted by the implementing partners under the guidance of locally based Trust Fund for Victims staff.

Civil society organisations and defenders of human



Pieter de Baan, Executive director of the Trust Fund for victims and Mama Koité Doumbia, Representative for Africa at the executive board of the Trust Fund, President of the Malian Coalition for the International Criminal Court.



From L. to W. : M. Pieter de Baan, Executive Director of the Trust Fund - ICC ; M. Clément Capo-Chichi, Africa Coordinator of the Coalition for the International Criminal Court; M. Ali Ouattara, President of the Ivorian Coalition for the International Criminal Court ; Miss Perpétue Brou N'Da Aménan, Ivorian student.

rights such as the Ivorian Coalition for the International Criminal Court (IC-ICC) [Coalition Ivoirienne pour la Cour Pénale Internationale (CI-CPI)], have argued strongly in favour of supporting victims in difficult situations (bullets still in the body, HIV/AIDS, rape, etc.). What have you done so far? Do you think certain victims have been forgotten?

The Trust Fund for Victims is fully aware of the plight of the many victims in the Côte d'Ivoire situation, as informed by its engagements with civil society organisations and other stakeholders. The Board of Directors has expressed its intent to explore the possibility of assistance in Côte d'Ivoire (and in other ICC situation countries not yet served by the Trust Fund for

Victims), if this is permitted by the availability of resources, the organisational capacity of the Fund as well as the general security situation.

In Côte d'Ivoire, the government has created CONARIV (Commission Nationale chargée de l'indemnisation des victimes [National Committee for Compensating Victims]) which has identified the victims and made proposals for reparations. Are you aware of this and what impact or influence could this organisation have on the Trust Fund for Victims ?

The Trust Fund for Victims is aware of the creation of CONARIV but has not yet collected detailed information or sought any direct engagement yet. In general, it is the position of the Trust Fund for

Victims that any country has its own responsibilities under domestic and international law to address the harm suffered from violent conflict, including crimes under the jurisdiction of the ICC. The assistance mandate of the Trust Fund for Victims cannot be seen to displace or replace the such domestic responsibilities. This means that the Trust Fund for Victims will carefully review, as part of its assessment process, any existing initiative form either the Government, such as CONARIV, or form other stakeholders, to ensure that the limited resources available to the Fund are effectively creating an added value to these existing initiatives; and the Trust Fund for Victims will always be ready to share its expertise and experience from elsewhere with such agencies, in so

far as appropriate.

The Ivorian authorities are currently trying Ms Gbagbo in Côte d'Ivoire while the ICC is still demanding her transfer. Is this decision prejudicial to the victims ?

As an independent and neutral, non-judicial institution, the Trust Fund for Victims has no opinion to offer on any ongoing judicial proceedings at the ICC.

Could you update us on the action taken, or to be taken after verdict is announced in the Jean-Pierre Bemba trial ?

In the Central African Republic, which is the situation country for the Bemba case, the Trust Fund for Victims had developed an assistance programme which unfortunately

had to be abandoned in March 2013, just before its commencement, in consideration of the deteriorating security situation in this country. However, just as for Côte d'Ivoire, Kenya and other situation countries, the Trust Fund for Victims is constantly monitoring the opportunity for (re-)engagement, resources and capacity permitting.

As regards the Bemba case, it will be up to the Court first to issue a reparations order, as well as to decide whether to invite the Trust Fund for Victims to develop a draft implementation plan for reparations. Naturally the Trust Fund for Victims is monitoring this process with great interest but is currently not in a position to indicate its course of action.

Now that the charges have

been dropped in the Kenya situation, what will be the fate of the victims ?

Similar to the situations in Centrafrique and Côte d'Ivoire, the Trust Fund for Victims is of a mind to explore the possibility of an assistance programme in Kenya. A first step would be to implement an assessment mission, of which the timing will depend on the availability of time and resources.

What is your assessment of the TFFV's performance so far and what is the outlook ?

In an independent evaluation of the Trust Funds assistance programmes in 2013, the verdict was that the Trust Fund for Victims has been successful in Uganda and DRC to translate its unprecedented mandate to assist victims of the most serious

crimes from a paper proposition into a real reparative proposition to victims. In partnership with dozens of locally based implementing partners employing over 200 specialised professionals, the Trust Fund for Victims has supported over 180,000 victims with medical, psychological, education and economic support projects.

Given the pattern of harm prevalent in many situation countries, the Trust Fund for Victims has paid special attention to victims of sexual and gender based violence, mostly women and girls, who next to having suffered direct harm are facing further stigma and shame within their families and communities and have so many more obstacles to overcome to return to a situation of leading empowered and dignified lives.

The Fund has every ambition to extend this acquis into as many as possible other situation countries. The guardianship of the Board ensures a forceful promotion of the rights and needs of victims in the international public domain. The States Parties to the Rome Statute, who are the guardians of the Trust Fund for Victims, have always remained staunch supporters of the Fund and its ability to address the harm suffered by ordinary citizens from extraordinary crimes. Many States Parties have been financially supporting the Trust Fund for Victims with voluntary contributions and it is hoped that this support will continue and expand over the next years.

Alexis Noumé
Coll. : Ali Ouattara



"The Board of Directors has expressed its intent to explore the possibility of assistance in Côte d'Ivoire (and in other ICC situation countries not yet served by the Trust Fund for Victims)."

Hissène Habré

Perpétuité et indemnisation des victimes

Le fait qu'Hissène Habré soit derrière les barreaux soulage quelque peu les victimes, mais la question de leur indemnisation peut s'avérer un nouveau chemin de croix car, les États africains sont toujours peu généreux comptant sur les autres pour ravitailler le fonds au profit des victimes. Y a-t-il de bonnes raisons pour espérer ?



Hissène Habré (en turban), reconnu coupable de crimes de guerre et crimes contre l'humanité, a été condamné à indemniser les victimes en guise de réparation.

La condamnation en mai 2016 d'Hissène Habré à la "prison à vie" à Dakar où l'a jugé la Chambre Africaine Extraordinaire d'Assises mise sur pied à cet effet par l'Union africaine, a énormément réjoui les victimes qui voyaient en cette peine une sanction exemplaire à la hauteur des crimes commis par leur bourreau alors qu'il était encore chef de l'État tchadien entre 1982 et 1990. Hissène Habré a donc été condamné pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Reconnu coupable, la Cour l'a aussi condamné à indemniser les victimes en guise de répara-

tion. Ainsi donc, les victimes de viol et de d'esclavage sexuel recevront chacune 20 millions de f cfa. Les victimes de détention arbitraire, les prisonniers de guerre et autres rescapés seront dédommagés à hauteur de 15 millions de f cfa, tandis que les victimes indirectes, notamment les familles ayant perdu des proches s'en tireront avec chacune 10 millions de f cfa.

Les organisations de défense des droits de l'homme sont unanimes pour reconnaître que cette condamnation est une première victoire pour les victimes d'Hissène Habré. Cependant, la question des ré-

parations étant un passage obligé pour aider les victimes à aller de l'avant, l'une des maisons d'Hissène Habré dans la capitale sénégalaise a été saisie pour alimenter le fonds prévu pour l'indemnisation de ces victimes. Ce fonds doit être alimenté par des contributions volontaires des États, des institutions internationales et d'autres sources désireuses d'apporter leur soutien aux victimes. Pour le ministre sénégalais de la Justice, Sidiki Kaba, les réparations sont très importantes. Le ministre engage son pays aux côtés du Tchad et de l'Union africaine dans la mobilisation des fonds

au profit des victimes de sorte à ce "qu'elles n'aient pas seulement les yeux pour pleurer, mais qu'elles aient des montants qui leur permettent d'alléger leurs souffrances", souligne Sidiki Kaba.

Le seul point d'ombre, la polémique engagée autour du nombre des victimes. Selon le tribunal, moins de 2.500 familles des victimes seront indemnisées tandis que les parties civiles exigent l'indemnisation financière d'environ 8.600 victimes. Et mieux, la présidente du collectif des victimes, Me Jacqueline Moudeina, souhaite l'érection d'une stèle en souvenir des morts d'Hissène Habré. "Malheureusement, les juges ne nous ont pas accordé cela", a souligné Me Moudeina.

Au Tchad, des réparations sont aussi prévues. Le président Idriss Déby avait promis, après l'arrestation en 2013 d'Hissène Habré, que les familles des victimes et les survivants des tortures seraient indemnisés. Et l'année dernière, lors du procès de 20 membres du régime Habré à N'Djamena, la justice avait exigé que les condamnés et le gouvernement tchadien versent 75 milliards de f cfa (114 millions d'euros) aux victimes.

Ali Ouattara
Expert et consultant en
Justice internationale

Viols / Des enfants victimes des "assauts libidinaux incontrôlés et sauvages"

L'Onu tire la sonnette d'alarme en Côte d'Ivoire

Le phénomène de viol des enfants en Côte d'Ivoire, même après que le pays ait retrouvé sa normalité après une décennie de crise, est si récurrent au point que les Nations-Unies.

Le dernier rapport de l'Onu publié le 11 juillet 2016 sur les viols en Côte d'Ivoire donne des chiffres alarmants sur ce fléau. Le bilan dressé par le Haut-commissariat et l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (Onuci) fait apparaître près de 1.129 cas de viols commis entre début 2012 et fin 2015. Parmi les victimes recensées, 66% sont des enfants. Ce tableau est d'ailleurs non exhaustif du fait de "l'absence de statistiques officielles consolidées", note l'Organisation mondiale dans son rapport. "En dépit de la fin des hostilités depuis 2011 et de l'accalmie engendrée par la stabilisation progressive des institutions, les viols, commis principalement par des personnes privées, se sont poursuivis", déplore le rapport. Selon le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, "la Côte d'Ivoire a enregistré ces dernières années des progrès significatifs en termes de droits de l'homme, mais la persistance des viols et de l'impunité à l'égard de leurs auteurs reste l'objet de vives préoccupations et requiert une action urgente."

Les Nations-Unies déplorent le fait que le recours aux règlements à l'amiable se conclue généralement au détriment des droits des victimes, surtout dans les cas de viol d'enfants dont l'avis n'est toujours pas demandé. Une manière de dire aux autorités ivoiriennes de poursuivre les auteurs de ces



"... La persistance des viols et de l'impunité à l'égard de leurs auteurs reste l'objet de vives préoccupations et requiert une action urgente."

actes graves.

Le rapport constate que tous les viols ayant abouti à un jugement ont fait l'objet d'une "requalification" des faits, ce qui entraîne que les viols sont jugés comme des délits et non comme des crimes. "Il y a un problème d'impunité face au viol en Côte d'Ivoire, en particulier parce que beaucoup de ces cas de viols ont été correctionnalisés, c'est-à-dire que les auteurs n'ont pas été condamnés pour des crimes, mais pour des délits. Donc il est temps maintenant de vraiment traiter ces viols comme des crimes et

de trouver la réponse judiciaire adéquate à ce fléau", a souligné Julie de Rivero, la responsable de la division Droits de l'homme de l'ONU.

Les autorités ivoiriennes n'ont pas fait la fine bouche sur ce rapport qui montre qu'il y a beaucoup d'efforts à faire pour mettre fin aux viols. "Nous sortons quand même d'une crise profonde qui a atteint la société en raison de la non-tenue des assises, et ce, pendant toute la période de crise qui a duré environ dix ans", rappelle Paulette Ezouehu, la ministre des Droits de l'Homme et des Libertés pu-

bliques. "Cela peut se comprendre, mais la répression du viol reste une question majeure pour le gouvernement", rassure la Ministre.

Pour lutter contre le viol, des cliniques juridiques aidant à l'accompagnement des victimes ont été créées, de même que le certificat médical n'est plus nécessaire pour entamer les poursuites. Des efforts que le gouvernement s'est engagé à poursuivre.

Nomel Essis

Prévention de conflits armés

Les dirigeants ont la responsabilité de protéger leurs peuples

L'africain a un rôle primordial, celui de veille citoyenne pour une paix durable en Afrique mais aussi et surtout le devoir de rappeler à nos gouvernants la responsabilité de nous protéger.

I- La Responsabilité de Protéger est un engagement pour prévenir et interrompre les atrocités de masse

Les africains doivent jouer un rôle primordial dans la préservation d'une paix durable sur leur continent en rappelant chaque fois à leurs dirigeants leur responsabilité à protéger leurs peuples.

C'est donc pour répondre à cet objectif que le World Federalist Movement-Institute for Global Policy (WFM-IGP) et le Global Partnership for the prevention of the Armed Conflict (GPPAC) en collaboration avec le West Africa Network for Peace building (WANEP) ont initié une rencontre sur la prévention des conflits en Afrique de l'Ouest.

Cette réunion de base qui s'est tenue à Cotonou (Benin) du 11 au 13 mai 2016 à l'initiative de la société civile, a permis aussi d'identifier les synergies et les complémentarités possibles et développer des stratégies pour un plaidoyer en faveur de la justice et de la paix.

C'est l'Union africaine (UA) qui, la première, a reconnu dans son document fondateur, l'Acte constitutif de l'UA adopté en juillet 2000 et le protocole sur les amendements à l'Acte constitutif adopté en juillet 2003, en son article 4-h : "Le droit de l'Union d'intervenir dans un Etat



...Les États devraient pouvoir, aux côtés de la Cour Pénale Internationale ou à travers le système africain de Justice pénale, assumer leur pleine responsabilité.

membre sur décision de la Conférence, dans certaines circonstances graves, à savoir : les crimes de guerre, le génocide et les crimes contre l'humanité... ainsi qu'une menace grave de l'ordre légitime afin de restaurer la paix et la stabilité dans l'Etat membre de l'Union sur la recommandation du Conseil de Paix et de Sécurité."

En réalité, les principes de la Responsabilité de Protéger ont été adoptés par l'Union africaine bien avant d'avoir été adoptés à l'ONU par tous les États en septembre 2005. En effet, lors du sommet mondial 2005 de l'ONU, après avoir reconnu qu'ils n'avaient pas su répondre de manière adaptée aux crimes les plus haineux qui soient, les diri-

geants du monde entier se sont engagés à protéger les populations du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité.

Cet engagement, connu sous le nom de Responsabilité de Protéger, prévoit que :

- C'est à chaque État qu'il incombe de protéger les populations des atrocités de masse.
- La communauté internationale a la responsabilité d'aider les États à assumer leurs responsabilités.
- La communauté internationale doit mettre en œuvre les moyens diplomatiques, humanitaires et autres moyens pacifiques appropriés pour protéger les populations de ces crimes. Si un État ne parvient pas à protéger sa popu-

lation ou s'il est lui-même l'auteur des crimes, la communauté internationale doit être prête à prendre des mesures plus contraignantes, et notamment le recours collectif à la force à travers le Conseil de sécurité de l'ONU. Il est donc de leur devoir de nous protéger mais surtout au niveau national ou africain, poursuivre effectivement et juger tous les auteurs des violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire sans distinction aucune.

À défaut, les États devraient pouvoir, aux côtés de la Cour Pénale Internationale ou à travers le système africain de justice pénale, assumer leur pleine responsabilité.

II- L'engagement de la Société Civile est fondamental

Dans un Rapport publié en 2004, à la demande du SG des Nations-Unies d'alors, Kofi Annan, par le Groupe de personnalités éminentes sur les relations entre l'Organisation des Nations-Unies et la société civile, Rapport intitulé "Nous peuples : société civile, Organisation des Nations Unies et gouvernance mondiale", il est écrit que les conflits d'aujourd'hui semblent plus complexes que jamais. Pour y faire face, il faut d'énormes connaissances sur le terrain, de nouveaux outils, de nouvelles aptitudes en matière d'analyse sociale et culturelle, une participation active des populations locales et de leurs dirigeants, des liens avec les groupes vulnérables et des passerelles qui conduisent à l'intégration dans le processus de développement. Les organisations de la société civile sont souvent idéalement placées dans tous ces domaines. Il apparaît donc clairement que les gouvernements ne peuvent à eux seuls relever les défis que pose le monde d'aujourd'hui.

En effet, précisent les auteurs du Rapport cité plus haut, en tant qu'organisations de masse (telles que les organisations de paysans, de femmes ou de retraités), syndicats, associations professionnelles, mouvements sociaux, organisations de peuples autochtones, organisations religieuses et spirituelles, associations d'universitaires et organisations non gouvernementales d'intérêt public, le rôle de la Société civile s'avère primordiale et déterminant...

Le risque que nous courrons

pour voir l'avènement d'une justice aux victimes et une paix durable en Afrique ne réside pas dans le fait que les gouvernements interviennent abusivement pour empêcher les atrocités et nous protéger mais au contraire dans le fait qu'ils n'agissent même pas. En témoigne l'adoption récente des statuts établissant une chambre criminelle au sein de la Cour Africaine qui défie le système pénal international du point de vue de l'immunité accordée aux chefs d'États en exercice et aux hauts responsables.

En décidant de s'octroyer des privilèges et immunités et en agissant ainsi les dirigeants africains ont violé non seulement l'Acte constitutif de l'Union africaine qui en son article 4 dispose comme Principes : (o) le respect du caractère sacro-saint de la vie humaine et la condamnation et le rejet de l'impunité, des assassinats politiques, des actes de terrorisme et des activités subversives ;

Deux images fortes pour illustrer ces comportements :

La première est celle d'une Afrique passive :

Le 13 juin 2015, le président soudanais Omar el-Béchir est arrivé en Afrique du Sud pour participer au 25^{ème} sommet de l'Union africaine à Johannesburg.

Le même jour, le Southern Africa Litigation Centre, un membre de la Coalition basé en Afrique du Sud, a saisi la Haute Cour du Nord Gauteng à Pretoria sur la base de la Loi CPI, afin d'obtenir une décision obligeant le gouvernement sud-africain à se conformer à ses obligations découlant tant de son droit national que du droit international.

L'Afrique du Sud est un

État-partie au Statut de Rome et l'a intégré dans son droit national à travers la loi N° 22 de 2002 portant mise en œuvre du Statut de Rome de la CPI. Cette loi prévoit l'arrestation des personnes accusées d'avoir commis le crime de génocide, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre et leur remise à la CPI. Une décision provisoire a été rendue par la Haute Cour obligeant le gouvernement à s'assurer qu'Omar el-Béchir ne quitte pas sa juridiction le temps qu'une décision sur le fond de la requête soit rendue.

Le gouvernement sud-africain n'a pas respecté cette décision provisoire et a facilité l'évasion du Président Omar el-Béchir. En tant qu'État-partie et en vertu de son droit national, le gouvernement sud-africain avait l'obligation légale d'arrêter le Président soudanais dès son arrivée dans ce pays, ce qu'il n'a pas fait.

C'est simplement là un appel à maintenir la veille pour tous les hommes et femmes épris de paix et de justice.

La seconde image, plus rassurante, est celle d'une Afrique en quête de justice :

Le 20 juillet 2015, Hissène Habré est le premier président africain à être jugé dans un pays du continent n'étant pas le sien. Au nom de la compétence universelle, il est jugé au Sénégal pour crimes contre l'humanité, crimes de torture et crimes de guerre présumés avoir été commis lorsqu'il dirigeait le Tchad, de 1982 à 1990.

Souvenons-nous que la Cour Internationale de Justice qui avait été saisie par la Belgique en février 2009, a rendu un arrêt en date du 20 juillet

2012 en déclarant que le Sénégal a violé ses obligations conventionnelles de poursuivre Hissène Habré, à défaut de l'extrader vers la Belgique : le Sénégal doit donc le juger "sans aucun autre délai" ou l'extrader.

Quatre (04) ans plus tard, ce procès marque un tournant décisif dans la longue campagne pour la justice menée avec détermination par les victimes tchadiennes, appuyées par des Organisations de la Société Civile et plus précisément les ONG. Les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine ont pris l'ampleur de leur responsabilité historique et ont donné mandat au Sénégal pour juger Hissène Habré. Avec le procès de Hissène Habré, les tribunaux d'un État (le Sénégal) ont, pour la première fois, jugé l'ancien dirigeant d'un autre État (le Tchad) pour des violations des droits de l'Homme.

Ce sera également la première fois que l'utilisation de la compétence universelle aboutit à un procès sur le continent africain. La "compétence universelle" est un concept de droit international qui permet à des tribunaux nationaux de poursuivre l'auteur ou les auteurs des crimes les plus graves commis à l'étranger, quelle que soit sa nationalité ou celle des victimes.

En définitive, l'espoir est permis avec le verdict qui a été prononcé le 30 mai 2016. Avec cette première sur notre continent qui est une grande avancée dans la lutte contre l'impunité, nous voulons garder la ferme conviction que justice sera rendue par l'Afrique à ses enfants dorénavant.

Ali Ouattara
Expert et consultant en
Justice Internationale

Mali / Destruction des mausolées de Tombouctou

Le djihadiste regrette et demande pardon

Stratège ou tacticien ? En tout cas, le djihadiste se morfond et se confond en excuse devant la Cour pour sauver sa peau.

Dakar. Du 22 au 24 août 2016. Trois jours. C'est le temps qu'a duré le procès d'Ahmad Al Mahdi devant la CPI où il est poursuivi pour avoir détruit plusieurs mausolées à Tombouctou en 2012 lors de l'occupation de la cité mythique par des groupes voulant instaurer un islam débarrassé des croyances "*traditionnelles*". Le verdict de ce procès "*rapide*" est attendu le 27 septembre 2016 à la grande surprise de nombreux observateurs habitués aux "*feuilletons judiciaires*" jusque-là servis à La Haye par la Cour Pénale Internationale.

Cette célérité est due essentiellement à la tactique de défense adoptée par Ahmad Al Mahdi qui a plaidé coupable et demandé pardon pour les faits à lui reprochés. Alors que la peine maximale encourue par le "dijihadiste" est de 30 ans, le Procureur a requis entre 9 et 11 ans de prison, conformément à un accord passé avec la défense. *"C'est un juste équilibre. Sa collaboration avec l'enquête, ses aveux et ses excuses doivent être pris en compte"*, a reconnu Fatou Bensouda.

Cette attitude conciliante de l'accusé est brandie par la défense qui le présente comme un intellectuel honnête, qui a commis une grave erreur. *"S'il demande pardon, c'est qu'il sait qu'il s'est dévoyé, il faut lui accorder une présomption de sincérité"*, a plaidé Me Gi-



Le diihadiste Ahmad Al Mahdi

lissent. Les victimes émettent de sérieux doutes sur ce mea culpa "tardif" qui permet au mis en cause de sauver sa tête sans grand frais. "La réalité est que les victimes prennent mal l'aveu de M. Al Mahdi. Certaines pensent même que l'aveu de culpabilité ne sert que le responsable de ce crime. J'en témoigne, parce que j'en reviens. Toutes les victimes sont remontées", se plaint Me Kassongo, le représentant des victimes. Ce "deal" entre l'accusation et la défense qui augure une sentence "clémentine", donne lieu à des interprétations diverses.

Pour Alpha San Chirfi, le gardien du mausolée Alpha Moya de Tombouctou, "l'accusation a été beaucoup influencée par son attitude de plaider coupable. J'ai eu l'impression qu'il y a déjà une espèce de clémence de l'accusation. Peut-être pour inciter les autres à venir, ceux qui sont prêts à collaborer. Parce qu'il y a des gens qui regrettent leurs actes mais qui ont peur de la rigueur de la justice." Selon d'autres analystes, en plaissant coupable, Al Mahdi refuse d'adopter la posture de l'ancien président ivoirien, Laurent Gbagbo et son poulain

Charles Blé Goudé poursuivis pour des crimes graves commis pendant la crise postélectorale de 2010. Pour avoir nié les faits qui leur sont reprochés, ils obligent l'accusation à prouver leur culpabilité avec des preuves irréfragables et la défense à prouver le contraire. Ce qui fait traîner le double procès en longueur au grand dam des victimes obligées d'entendre les deux accusés nier tout en bloc. Ne dit-on pas qu'une faute reconnue, est à moitié pardonnée ?

Nomel Essis





Intermundo

Je suis
une victime

Je demande
**justice &
réparation**

As a victim, I request justice & redress



Cour
Pénale
Internationale
International
Criminal
Court



Coalition Ivoirienne pour la Cour Pénale Internationale (CI-CPI)
Siège Social : Adjamé 220 Lgts - face Frat/Mat, bâtiment C. Porte 21
06 BP : 1301 CIDEX 01 Abidjan 06 - Tel : (225) 20 37 11 10 / Fax : (225) 20 37 11 00
Cell : (225) 59 97 84 63 / email : coalivoicpi@yahoo fr